

construire quelque chose de neuf et pour expliquer nos propositions. Ces derniers nous ont affirmé avoir encore et toujours le même objectif, volonté d'ailleurs exprimée à la fois par la direction élargie, mais aussi par l'assemblée des délégués. Nous en étions alors réduits à attendre que Formation Berne puisse dans un premier temps se mettre au diapason avec la région francophone. Cette clarification a malheureusement pris beaucoup de temps, les responsables bernois ayant beaucoup de peine à trouver une date pour rencontrer leurs représentants francophones. À l'heure où nous rédigeons ce rapport, nous sommes encore et toujours dans l'attente d'une suite plus constructive...

3.5 Faïtières (AJ, JS)

SER, CoSER

Une année particulièrement intense! La transition de présidence s'est opérée dans de bonnes conditions, Samuel Rohrbach connaissant extrêmement bien le fonctionnement du SER. Cette qualité était indispensable pour relever le défi de gérer les innombrables tâches et représentations du SER. En outre, les qualités d'organisation et le pragmatisme de Samuel permettent d'avancer efficacement dans les séances du CoSER et dans les dossiers.

Le CoSER se réunit en moyenne une fois par mois; d'autres séances pour les différentes commissions de la CIIP et groupes de pilotage de SER sont répartis entre les membres du CoSER.

Ainsi Josy Stolz fait partie du Groupe de pilotage de la semaine de la lecture, est déléguée au bureau du CSFEF et à l'IE et encore présidente du Conseil de Fondation CPA. L'organisation de la conférence de presse de la rentrée avec pour thème la santé des

enseignants, la participation et la co-organisation avec LCH de la Journée suisse de l'éducation, l'organisation du Congrès à venir, les assemblées de délégués étaient à l'ordre du jour du CoSER. De nombreuses prises de position et résolutions ont été traitées. En outre, les indispensables échanges des associations cantonales pour partager les réalités cantonales et trouver des pistes pour renforcer la cohésion du comité prennent beaucoup de temps. Il a été ainsi permis de proposer de l'aide à la SPV et tenter d'empêcher son départ. L'AD de la SPV a voté son retrait du SER.

La préparation et les retombées du questionnaire sur la santé nous ont pris plusieurs séances. Un autre questionnaire concernant le temps de travail va être lancé dans le courant 2018. Le secrétaire général, Jean-Marc Haller, a répondu à de nombreuses sollicitations et demandes des associations cantonales. Les relations entre le CoSER et Nicole Rohrbach, rédactrice en chef de l'Éducateur, sont excellentes. À noter qu'elle est présente à tous les comités.

CPA

CPA a mis les bouchées doubles pour arriver à mettre en place les changements de paradigme de la formation CPA en bouleversant tout le concept des stages. Très brièvement quelques changements significatifs:

Les activités en Suisse

Josy Stolz souhaite tout d'abord rendre hommage à la cheville ouvrière de CPA, la secrétaire générale Marie-Thé Sautebin, qui a construit le nouveau concept CPA, c'est elle qui a conduit le conseil exécutif CPA, les séminaires SEM 13 et SEM 17 épaulée par Fredy Franzoni tous deux sont formateurs d'adultes. Il a été nécessaire de réunir 3 séances du conseil de la Fondation CPA (6 membres), 7 journées du conseil exécutif

tif (4 membres) et 3 journées de formation pour les volontaires (15-22 personnes). Les élections au conseil de Fondation ont désigné Josy Stolz à la présidence et John Christin à la vice-présidence et à la trésorerie.

Les activités en Afrique se sont déroulées ainsi pour cette année de changement: 3 stages d'été à Kinshasa en RDC et à Sokodé et Dapaong au Togo. Un séminaire de formation à la conduite de projet à Lomé au Togo (selon notre concept de nouveau partenariat, NP).

Plus que jamais, l'école africaine vit de dramatiques conditions d'enseignement entre la guerre, la famine, la précarité, le manque de moyens, le manque de matériel, des enseignants trop peu formés, souvent mal ou pas payés, des classes pléthoriques... la liste est longue.

CPA n'avait pas le choix si elle voulait continuer ses projets, la diminution drastique de financement a obligé la fondation à réduire son aide financière, cela n'a cependant pas empêché chaque partenaire - du nord et du sud - de mettre leurs compétences à profit pour l'amélioration des conditions de nos partenaires africains.

2017 clôt une longue histoire de coopération en matière de pratique professionnelle grâce à une aide financière et pédagogique conséquente entre CPA et ses partenaires en Afrique. Des milliers de personnes ont été impliquées durant ces 60 années, dont non seulement des élèves, des enseignants, des formateurs, des coordinateurs de stages et les volontaires suisses, mais aussi des autorités scolaires et politiques et des bailleurs de fonds. Le changement de paradigme ne fait pas table rase des mines de savoirs et des compétences partagées durant toutes ces années de coopération, les objectifs généraux restent inchangés: la formation continue des enseignants pri-

maires, l'apprentissage par la pratique en plaçant l'apprenant au centre. L'échange de compétences avec les volontaires reste au cœur de l'action, avec des rencontres de formation N-S et S-S.

Toutefois un renouvellement de stratégie s'imposait pour déconstruire la dépendance des partenaires africains à l'égard des fonds venus du Nord d'une part et pour en construire d'autres par une capacité endogène à conduire de manière autonome leurs projets éducatifs. CPA a défini les règles d'un nouveau partenariat afin de répondre au mieux aux besoins des partenaires.

Sept nouvelles équipes (2 anciennes et 5 nouvelles) 3 ont été retenues pour que CPA les accompagne dans ce Nouveau Partenariat en 2018, les autres pour 2019.

CPA plus visible

Êtes-vous intéressés à suivre les activités de CPA? Le site réactualisé par F. Flückiger vous renseignera.

CPA s'est rapprochée de l'IE et du CSFEF, ainsi que de diverses ONG's et institutions, ou encore de l'Uni de Genève et de syndicats partenaires. Une nouvelle association qui travaille en Suisse et à Haïti a par ailleurs contacté CPA pour une nouvelle coopération. Un beau défi aussi!

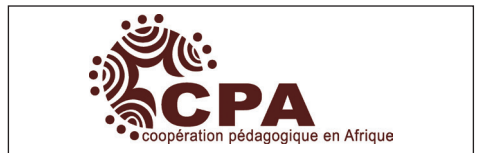
Malgré les difficultés à surmonter encore, CPA reste confiant et optimiste en l'avenir.

Envie de soutenir les activités de CPA:

CCP 17-512157-9

IBAN CH83 0900 0000 1751 2157 9

Si vous êtes intéressés à rejoindre CPA en Suisse ou en tant que volontaire, c'est avec plaisir que nous vous informerons.



Semaine romande de la lecture 2017

*À travers les langues et les pays,
oser lire et dialoguer*

Le Gpil SRL s'est réuni à 6 reprises pour construire, échanger, créer, imaginer une semaine romande de la lecture qui puisse satisfaire et donner envie aux enseignants de Romandie et d'ailleurs de lire plus encore. Dans les pays de la Francophonie, on parle français, mais avec des accents et des expressions ou des mots parfois très différents des nôtres. Pendant la semaine de la lecture, vous avez pu écouter chaque jour un message venant d'un pays francophone. ... Le Gpil SRL est conscient que de magnifiques activités se réalisent dans les écoles de Romandie. Le peu de retours est regrettable. La culture, les idées, les coutumes sont aussi très diverses, c'est le défi que le groupe de pilotage a souhaité relever pendant cette semaine de la lecture.

Le groupe de pilotage avait décidé de faire appel à des collègues, de par le monde francophone pour vous apporter un peu de leur vécu et de leur région.

Le site de la SRL vous donnera connaissance de l'histoire offerte par les collègues du CSFEF aux enfants de Romandie. Preuve que l'on peut échanger, collaborer malgré les frontières... Le CSFEF s'implique également en racontant des histoires pour la SRL.

Malgré les distances et les frontières, on peut collaborer, échanger, partager. Bref être SOLIDAIRES au-delà des frontières est possible!

CSFEF

La réunion du bureau du CSFEF a eu lieu du 26 octobre au 28 octobre 2017 à Dakar, Sénégal. Elle a été précédée par la rencontre francophone sur la privatisation et la marchandisation de l'éducation. Le bilan positif de cette rencontre a nourri des échanges



qui ont abouti à la décision de continuer la réflexion et les actions en défendant la déclaration de 2016 à Antananarivo, à Madagascar.

Le CSFEF étudie la possibilité de lancer une vaste étude, avec recherche scientifique à l'appui, sur la privatisation et la marchandisation de l'école.

Les points forts de cette rencontre ont été les témoignages au sujet des réalités vécues par les collègues dans les différentes régions francophones du globe. Voici les plus poignants: à Madagascar, la situation s'est encore dégradée, au problème de la précarité extrême se sont ajoutés ceux de la sécurité et du cyclone qui a amené la peste.

Au Sénégal, le problème de la dispersion syndicale est problématique. Les luttes intestines affaiblissent les enseignants.

Au Burkina, une grande victoire des syndicats est à relever: tous les contractuels sont passés fonctionnaires, ce qui donne une certaine sécurité aux enseignants. Cependant, les problèmes de sécurité causés par Al Qaïda et Boko Haram (qui signifie école illicite) sont très présents. Au Niger, une dramatique réalité a été relevée lors d'une évaluation sur les compétences des contractuels qui a conduit à leur radiation massive, leurs résultats étant catastrophiques. Même situation au Bénin où les directeurs ont été évalués et virés suite à leurs résultats tellement mauvais. Les résultats des étudiants de Mauritanie sont tellement faibles que moins de 10% passent leur BAC. Au Mali, la menace terroriste pèse toujours sur l'école, particulièrement au Nord. En Côte d'Ivoire, il y a pléthore d'élèves...

En Afrique Centrale, la corruption est omniprésente. L'attente des élections en RDC devient insupportable, le pays est en déliquescence. Les viols, les tueries, les exécutions sommaires font partie du quotidien. La rentrée scolaire a été retardée, la mise en place des examens d'état rencontre de gros problèmes. La violation des droits syndicaux est courante. 145'000 enseignants ne sont pas payés, seules des avances sont faites et il faudra compter 29 ans pour procéder aux remboursements. Les taxes d'inscription à l'école explosent!

Les problèmes sont tels que gouvernement souhaite passer à l'enseignement privé!

En Algérie, la nécessité criante d'une réforme éducative est lancée par les syndicats. En Tunisie également, de grandes tensions émergent au sein de l'éducation, et l'on peut observer une montée des partis de droite et de la religion islamiste. Au Maroc, la situation économique est catastrophique, la situation éducative est déplorable la pléthore d'élèves est un signe. Afin de pallier la grande pénurie des enseignants, une parade douteuse a été trouvée en suppri-



mant certaines branches d'enseignement et en réduisant les horaires. L'État se voile la face, le chômage et la pauvreté risquent de déstabiliser le pays... Ce qui précède ne représente qu'un petit aperçu...

Aussi, le comité du CSFEF a pesé le pour et le contre quant à sa participation au mécanisme de consultation du PASEC (Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN) pour l'évaluation des enseignants dans une quinzaine de pays africains. Une consultation des syndicats concernés a été lancée.

Une réflexion plus large sera faite concernant la lutte contre la radicalisation et l'éducation aux médias et des propositions d'actions seront discutées lors de la prochaine rencontre.

Le Panorama portera principalement sur la santé des enseignants au travail. Un travail en collaboration étroite avec le RES (Réseau Education et Santé) est déjà entrepris par un groupe de travail.

Pour conclure, on relève une réelle inquiétude généralisée au sujet du renouvellement syndical associée au repli identitaire.

La prochaine rencontre du bureau du CSFEF se tiendra à Bucarest, en Roumanie, du 26 au 29 avril 2018.

Intersyndicale des Enseignants et Employés BEJUNE

(Pas de composition fixe dans le comité si ce n'est la présence quasi obligatoire des présidents et secrétaires des trois syndicats).

Les quelques rencontres de travail se sont généralement déroulées à Bienne (une fois à Delémont).



Pierre Graber (président SAEN) est le président de l'Intersyndicale BEJUNE et Peter Gasser le président du Comité représentatif (CR), qui est l'organe législatif.

Alaric Kohler, président de l'Antenne syndicale à la HEP, participe régulièrement aux séances du comité de l'Intersyndicale.

À noter que l'E-BEJUNE représente également les intérêts du personnel administratif, l'Intersyndicale ayant signé une convention avec le SSP-Jura, ce dernier n'ayant malheureusement pas rencontré le Comité durant cette dernière année.

Voici les principales activités menées par l'Intersyndicale:

Rencontres avec les autorités de la HEP BEJUNE

Excepté la venue de Julien Clénin, vice-recteur, sur notre invitation lors du CR du 7 juin, pour nous parler du point de vue de la HEP quant à l'évolution du statut d'enseignant généraliste, aucune autre séance n'a eu lieu avec les autorités de la HEP BEJUNE, que ce soit avec le «nouveau» recteur ou avec le Comité stratégique. Ce dernier a pourtant été sollicité par l'Intersyndicale pour négocier le statut des formateurs, mais il a botté en touche en répondant que seul un espace de conciliation entre le rectorat et le syndicat était possible à ce moment-là.

Les échanges épistolaires et la représentation syndicale dans différents organismes politiques ou autres groupes de travail au sein de la HEP ont toutefois permis à l'Intersyndicale de se manifester.

Statut du personnel

Alors que les représentants syndicaux pensaient que les nouveaux règlements ainsi que le nouveau statut devaient suivre une procédure administrative, comprenant notamment une série de consultations avant d'entrer en vigueur en 2018, le Comité stratégique en a décidé autrement, refusant tout espace de négociations avec le syndicat.

Présentation de l'Intersyndicale aux étudiants

Le syndicat a pu se faire connaître aux étudiants des formations primaire et secondaire. Même si ces rencontres n'apportent pas directement de nouveaux membres, elles représentent tout de même une première occasion d'évoquer les buts de l'Intersyndicale.

À noter que le SEJ a rejoint ses deux partenaires concernant l'acceptation des étudiants comme membre à part entière de leur syndicat respectif.

Groupe de travail sur la pénurie des enseignants

Le groupe de travail s'est réuni une seule fois, en mars. La situation concernant la pénurie a été jugée relativement stable dans les cantons. Les craintes d'une pénurie se sont par ailleurs effacées par la reconduction du dispositif de l'engagement des étudiants dans les écoles de l'arc BEJUNE, que ce soit pour un remplacement ou pour un engagement fixe de plus longue durée. Après une première analyse sur ce dispositif en 2015, une seconde analyse a été menée en 2016 et les résultats ont pu être présentés lors de la séance. La surcharge de travail pour les étudiants est un aspect qu'il faudra prendre sérieusement en compte dans l'optique d'une pérennisation

de ce dispositif. La proposition d'Alain Jobé de pratiquer le co-enseignement entre étudiants doit encore faire son chemin! Quant à l'avenir du groupe de travail, il a été décidé de rester vigilant et de fixer au moins une séance par année afin de suivre l'évolution de la situation.

Groupe de travail tripartite pour l'étude de formations complémentaires

Une seule séance de ce groupe de travail s'est déroulée en 2017. Elle a toutefois permis aux membres du groupe de travail de prendre position sur trois propositions de formation complémentaire.

La première intitulée «Enseigner au cycle 1, de la 1re à la 4e» est une reprise réactualisée de la formation dite «-2/+2» qui doit permettre aux enseignants ayant un diplôme d'école enfantine de pratiquer en 3 – 4P et inversement pour les collègues du primaire.

Cette formation répondant à un besoin dans les trois cantons, le groupe de travail l'a soutenu unanimement.

Les deux autres propositions (formation complémentaire de branches pour les enseignantes de l'école enfantine pour enseigner au primaire et celle pour les enseignants du primaire pour dispenser des leçons au secondaire I) n'ont pas recueilli les mêmes faveurs, surtout de la part des représentants bernois, qui n'y voient aucun intérêt puisque notre canton demeure encore et toujours le seul à autoriser n'importe qui à enseigner!

Évaluation des étudiants

L'Intersyndicale a pris connaissance de pratiques pour le moins étranges dans l'évaluation finale de certains étudiants, lesquels ont, malgré des retours favorables à chaque étape de la formation, reçu une décision négative en fin d'études!

L'Intersyndicale a suivi l'évolution du dossier traité principalement par l'un de ses membres, le secrétaire syndical du SEJ Rémy Meury.

Ce dernier a notamment rencontré le rectorat, lequel a finalement décidé de laisser une nouvelle chance aux étudiants en échec.

Affiliation à FPS

L'Intersyndicale a été représentée lors de la dernière Assemblée des délégués FPS.

HE ARC BEJUNE

Le SEFB a suivi les actualités de la HE ARC, mais n'a siégé à aucune séance et n'a pas été sollicité par cette école.

Partenariat CSS

La séance annuelle habituelle entre une délégation respective de l'Intersyndicale et de la CSS a été annulée au dernier moment et a été reportée au début 2018.

Concernant les indemnités perçues, il est intéressant de constater que si le nombre d'assurés n'a pas vraiment changé, celles-ci ont pourtant sensiblement augmenté. Cela peut s'expliquer notamment par l'augmentation des primes et par un choix plus important d'options dans les assurances complémentaires.

Demande du SEFB pour une étude de rapprochement entre les trois syndicats de l'Intersyndicale

La demande a une nouvelle fois été discutée au sein des comités centraux du SEJ et du SAEN.

Malheureusement, leurs conclusions déjà avancées précédemment (considérations budgétaires et structurelles) se sont répétées.